

NOUS, MAL-LOGÉ-ES,

Nous, sans-abris, locataires HLM, locataires du privé, hébergé.e.s, expulsé.e.s, squatteur.ses, unissons nos voix car nous sommes tous.tes mal-logéEs !

Nous sommes les premières victimes des crises sanitaires, économiques et environnementales.

La nuit, nous dormons dans la rue, les parcs, nos voitures, chez des ami.e.s,

la journée nous allons au lycée, à la fac, travailler pour des entreprises, faire nos démarches ou du bénévolat dans des associations.

Nous sommes hébergé.e.s dans des hôtels pas adaptés, des foyers que nous devons quitter pendant la journée, des gymnases. Nos conditions de vie nient nos droits les plus élémentaires comme le droit à choisir notre alimentation, notre droit à l'intimité, l'autonomie et la dignité. On nous impose un lieu de vie, un règlement souvent insensé, des horaires stricts, des repas préparés et des vigiles pour nous surveiller.

Nous vivons dans des appartements insalubres, trop petits ou trop grands, froids, humides, envahis d'insectes, mal-entretenus, dangereux pour notre santé, et nous payons un loyer de plus en plus cher. Nous n'obtenons pas de mutation de logement social quand nous en faisons la demande, nous n'avons plus les moyens de payer nos loyers, nous sommes menacé.e.s par nos propriétaires publics et privés, nous sommes réveillé.e.s par la police, un matin, pour nous forcer à quitter notre domicile.

Nous sommes handicapé.e.s, isolé.e.s, battues, rejeté.e.s, en demande de papiers, jeunes majeur.e.s, célibataires, en famille avec de jeunes enfants et des bébés. Étudiant.e.s, retraité.e.s, à la rue, lycéen.ne.s, mères seules, ouvrier.e.s, salarié.e.s, chômeurs.ses, parents à temps plein...

Nous sommes malades.

Notre situation sanitaire était dramatique bien avant la pandémie. Habiter la rue, un appartement insalubre ou sans chauffage, a des conséquences sur notre santé physique et psychique, conséquences encore plus graves pour nos enfants. Nos frais de santé s'ajoutent à nos charges et à nos loyers, nos bailleurs ne prennent pas en compte notre état de santé dans nos demandes de mutations et laissent nos immeubles se dégrader, nous sommes mal pris en charge par les médecins dans nos centres d'hébergement et notre accès à la santé est compliqué quelle que soit notre situation. Soigner c'est bien, guérir c'est mieux ! Tant que nos conditions de vie seront précaires, nous ne pourrons pas aller mieux ! Ainsi, nous sommes ce public à risque, victime deux fois de la pandémie : parce que nous avons peur de tomber malade et que nous sommes susceptibles de présenter des formes graves de COVID-19, parce que le contexte sanitaire rend notre existence et notre survie encore plus difficile.

Nos situations sont diverses mais nos revendications se rejoignent : des moyens humains et matériels proportionnels à la détresse des mal-logé.e.s et ce quoi qu'il en coûte .

Nous constatons que l'État, la métropole, le Conseil Départemental, les mairies et les bailleurs sociaux ne saisissent pas l'urgence et la gravité de notre situation. Nos cris d'alerte sont ignorés, nos manifestations oubliées, nos souffrances niées. Nous sommes reçu.e.s dans le mépris, nous sommes baladé.e.s, ridiculisé.e.s, insulté.e.s, discriminé.e.s, trahi.e.s.

Nous sommes victimes des mêmes décisions politiques qui privilégient l'enrichissement et la spéculation à nos dépens, les intérêts électoraux avant le bien commun.

Nous sommes de plus en plus précarisé.e.s. Et rêveurs et rêveuses quand ça nous prend :

Nous réclamons le droit à un toit, à une existence digne, au choix de notre logement, de son emplacement, adapté à nos besoins et spécificités, décent et sécurisant, un loyer dans nos moyens et la possibilité de se chauffer sans nous ruiner.

Nous réclamons la réquisition de tous les logements vides, au nombre de 3,1 millions en France pour loger les 300 000 personnes actuellement sans-abris, d'après une estimation de la Fondation Abbé Pierre, un chiffre ayant doublé depuis 2012. Sur le territoire de la Métro de Grenoble, il y a 17.000 logements vides, 1.800 personnes (officiellement) sans-domicile-fixe et 17.000 foyers en attente d'un logement social !

Nous voulons que la qualité du parc HLM ne soit pas bradée, qu'il soit composé de plus de logements très sociaux et que ceux-ci soient prioritaires dans le plan de réhabilitation thermique sans que cela n'entraîne une hausse de loyer ou de charges pour les locataires.

Nous proposons de créer une instance locale et transparente de contrôle de l'action des bailleurs pour prévenir et sanctionner les abus de pouvoir exercés contre les locataires, ainsi que le retour des conciergeries dans les immeubles.

Contre les expulsions qui vont se multiplier au printemps 2021, nous déclarons le droit au logement inaliénable et universel, fondamental pour le bien-être de chacun.e.
À ce titre, il est légitime et essentiel de l'inscrire dans la constitution française.

Nous sommes maintenant ensemble dans la lutte et nous ne lâcherons rien avant d'obtenir un logement adapté et décent pour tous celles et ceux d'entre nous en situation de détresse, et d'avoir fait avancer le droit au logement pour toutes et tous.

Madame WARGON, MONSIEUR VÉRAN, dans la lignée de votre circulaire invitant les préfets à augmenter le nombre de place en hébergement d'urgence et à ne pas expulser sans proposition de relogement, nous vous invitons à venir directement nous rencontrer pour écouter nos témoignages de mal-logé.e.s et recueillir nos idées et propositions.

A Grenoble, le 25 novembre 2020

Avec le soutien de : DAL 38, CGL 38, FSU 38, Madame Ruetabaga,